

## **GE\_GERICHTE ACJC/1450/2018 vom 22. Oktober 2018**

GE Cour de justice, 2018-10-22, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACJC\\_1450\\_2018](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_1450_2018)

FR: GE\_GERICHTE ACJC/1450/2018 du 22 octobre 2018

IT: GE\_GERICHTE ACJC/1450/2018 del 22 ottobre 2018

### **Erwägungen**

#### **E. 1.1**

S'agissant d'une procédure de mainlevée, seule la voie du recours est ouverte (art. 319 let. b et 309 let. b ch. 3 CPC). La procédure sommaire s'applique (art. 251 let. a CPC).

Aux termes de l'art. 321 al. 1 et 2 CPC, le recours, écrit et motivé, doit être introduit auprès de l'instance de recours dans les dix jours à compter de la notification de la décision motivée, pour les décisions prises en procédure sommaire.

En l'espèce le recours a été interjeté dans le délai et selon les formes prévus par la loi, de sorte qu'il est recevable.

- 5/11 -

C/19592/2017

#### **E. 1.2**

Dans le cadre d'un recours, le pouvoir d'examen de la Cour est limité à la violation du droit et à la constatation manifestement inexacte des faits (art. 320 CPC). L'autorité de recours a un plein pouvoir d'examen en droit, mais un pouvoir limité à l'arbitraire en fait, n'examinant par ailleurs que les griefs formulés et motivés par la partie recourante (HOHL, Procédure civile, Tome II, 2ème édition, Berne, 2010, n° 2307). Les maximes des débats et de disposition s'appliquent (art. 55 al. 1, 255 lit. a a contrario et 58 al. 1 CPC).

#### **E. 1.3**

L'art. 326 al. 1 CPC prévoit que les allégations de faits et preuve nouvelles sont irrecevables dans le cadre du recours. La pièce nouvelle produite par le recourant est par conséquent irrecevable.

#### **E. 2**

Le Tribunal a retenu que le séquestre opéré sur une partie des contributions réclamées n'avait pas d'incidence sur la procédure de mainlevée puisque le recourant ne soutenait pas que les biens séquestrés avaient été saisis. Le recourant ne pouvait pas opposer la compensation puisqu'il s'agissait d'une créance d'entretien et que B\_\_\_\_\_ n'avait pas donné son accord à la compensation. Selon le Tribunal, la période litigieuse s'étendait du 1er octobre 2011 au 1er février 2013, de sorte que la mainlevée devait être prononcée à concurrence de 80'000 fr.

Le recourant fait valoir que le premier séquestre déposé par l'intimée couvrait la période de mai 2011 à octobre 2011, et non septembre 2011, contrairement à ce qu'allègue sa partie adverse. L'intimée avait été désintéressée dans le cadre de son séquestre à concurrence de 37'500 fr. Les sommes saisies dans le cadre du séquestre obtenu par F\_\_\_\_\_ SA n'avaient jamais été récupérées par le recourant et avaient été versées à la bénéficiaire. Le Tribunal

n'avait pas tenu compte des paiements du recourant établis par pièces. La compensation était possible car l'intimée n'avait pas établi que la contribution était absolument nécessaire pour son entretien. L'attitude de l'intimée était en tout état de cause constitutive d'abus de droit, argument sur lequel le Tribunal ne s'était pas prononcé. 2.1.1 Aux termes de l'art. 80 LP, le créancier qui est au bénéfice d'un jugement exécutoire peut requérir du juge la mainlevée définitive de l'opposition.

A teneur de l'art. 81 al. 1 LP, lorsque la poursuite est fondée sur un jugement exécutoire rendu par un tribunal ou une autorité administrative suisse, le juge ordonne la mainlevée définitive, à moins que l'opposant ne prouve par titre que la dette a été éteinte. Le juge doit vérifier d'office l'identité du poursuivant et du créancier et l'identité du poursuivi et du débiteur désignés dans le titre de mainlevée, ainsi que l'identité de la créance déduite en poursuite et de la dette constatée par jugement (GILLIERON, Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la

- 6/11 -

C/19592/2017 faillite, 1999, n. 13 ad art. 81 LP; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_635/2008 du 23 janvier 2009). 2.1.2 D'après la jurisprudence, le commandement de payer et la requête de mainlevée en matière de prestations périodiques doivent renseigner exactement le débiteur sur chaque détail de la créance déduite en poursuite et sur les imputations à faire valoir. Cette exigence n'a pas pour seule raison d'être de permettre au débiteur de préparer sa défense, mais elle est encore destinée à donner au juge de la mainlevée les moyens de trancher une contestation éventuelle portant sur la libération du débiteur. Il appartient au juge d'examiner d'office cette question (arrêt de la Cour de justice du 5 avril 1984, SJ 1988 p. 506). Lorsque le créancier fait valoir plusieurs créances contre le même débiteur, en particulier des contributions périodiques, le défaut de précision quant aux périodes concernées conduira au rejet de la mainlevée, dès lors que le juge ne peut vérifier l'identité entre les créances déduites en poursuite et le titre (ABBET/VEUILLET, La mainlevée de l'opposition, 2017, n. 91 ad art. 80 LP). 2.1.3 Selon l'art. 120 al. 1 CO, lorsque deux personnes sont débitrices l'une envers l'autre de sommes d'argent ou d'autres prestations de même espèce, chacune des parties peut compenser sa dette avec sa créance, si les deux dettes sont exigibles. Le débiteur peut opposer la compensation même si sa créance est contestée (art. 120 al. 2 CO). Dans la mainlevée définitive, le poursuivi ne peut se prévaloir de la compensation que si l'existence et le montant de la créance compensante résultent d'un titre exécutoire ou si elle est admise sans réserve par le poursuivant. Le débiteur doit établir les conditions de la compensation (réciprocité des créances, identité des prestations dues, exigibilité et déductibilité en justice de la créance compensante). La compensation peut être invoquée pour la première fois dans la procédure de mainlevée (ABBET/VEUILLET, op. cit., n. 13 et 14 ad art. 81 LP). En matière de contributions d'entretien, le créancier de l'entretien peut faire échec à la compensation invoquée par le débiteur d'entretien en établissant par titre que la créance est insaisissable car absolument nécessaire à son entretien ou à celui de sa famille (art. 125 ch. 2 CO; ABBET/VEUILLET, op. cit., n. 17 ad art. 81 LP). L'exception repose sur la considération de politique sociale que le créancier économiquement faible doit recevoir effectivement les prestations qui lui sont nécessaires (ATF 88 II 299 consid. 6b). 2.1.4 Selon l'art. 2 al. 1 CC, chacun est tenu d'exercer ses droits et d'exécuter ses obligations selon les règles de la bonne foi. L'abus manifeste d'un droit n'est pas protégé par la loi (art. 2 al. 2 CC).

- 7/11 -

C/19592/2017 L'exercice d'un droit est manifestement abusif lorsqu'il est contraire au but de ce droit ou crée une injustice manifeste. Il y a ainsi abus de droit lorsqu'une institution est utilisée, de façon contraire au droit, pour la réalisation d'intérêts que cette institution n'a pas pour but de protéger (ATF 131 III 535 consid. 4.2; 107 Ia 206 consid. 3; 133 II 6 consid. 3.2). L'ordre juridique ne réproouve le fait de venire contra factum proprium que si le comportement antérieur a motivé une confiance digne d'être protégée et a déterminé à des actions qui, vu la nouvelle situation, entraînent un dommage (ATF 127 III 506, JdT 2002 I 306 consid. 4). S'il n'est pas exclu d'invoquer l'abus de droit dans la procédure de mainlevée définitive, son application reste exceptionnelle. Seule l'exécution du jugement doit apparaître abusive, et non le contenu de celui-ci. Agit par exemple abusivement le conjoint qui poursuit le paiement du solde de contributions censées couvrir notamment le paiement des intérêts hypothécaires du logement alors qu'il a négligé de procéder à ces paiements et que le débiteur d'entretien, qui a dû les payer à sa banque en sa qualité de débiteur solidaire, a réduit les contributions d'un montant correspondant (ABBET/VEUILLET, op. cit., n. 24 ad art. 81 LP).

## **E. 2.2**

En l'espèce, le commandement de payer notifié par l'intimée au recourant ne précise pas pour quelle période les contributions litigieuses sont réclamées. Dans sa requête de mainlevée, l'intimée se limite à relever que les contributions n'ont pas été payées de mai 2011 au 15 mars 2013. Le recourant fait valoir, pièces à l'appui, qu'il s'est acquitté de certains paiements, soit en mains de l'Office des poursuites, soit sur le compte bancaire de l'intimée. Il allègue en outre que les séquestres opérés par un créancier de l'intimée sur les contributions fixées par jugement du 4 octobre 2010 ont pour conséquence de faire perdre à cette dernière la légitimation active pour les périodes concernées. Compte tenu des éléments allégués par le recourant, il convient de retenir que l'intimée, en omettant de mentionner pour quelles périodes les arriérés de contributions sont réclamés, n'a pas fourni des indications suffisantes sur les détails de la créance déduite en poursuite et sur les imputations à faire valoir. Ce défaut de précision, qui empêche le juge de vérifier l'identité entre les créances déduites en poursuite et le titre, doit conduire au rejet de la requête de mainlevée, contrairement à ce qu'a retenu le Tribunal. A cela s'ajoute que l'intimée ne conteste pas que le recourant a, à son encontre, une créance de 94'428 fr. au titre de contributions impayées à l'entretien de leur fils D\_\_\_\_\_ dès le 15 mars 2013, conformément à l'arrêt de la Cour du 8 novembre 2013. Les conditions de la compensation, invoquée en temps utile par le recourant, sont réunies. Le recourant est en particulier au bénéfice d'un titre définitif et exécutoire

- 8/11 -

C/19592/2017 et les créances concernées concernent toutes les deux, du moins partiellement, l'entretien de D\_\_\_\_\_. En effet, la contribution fixée par jugement du 4 octobre 2010 vise à couvrir tant l'entretien de D\_\_\_\_\_ que celui de l'intimée. Conformément à l'art. 125 ch. 2 CO et à la jurisprudence précitée, il incombait à l'intimée, qui s'oppose à la compensation, d'établir que la créance d'entretien dont elle poursuit le paiement est insaisissable car absolument nécessaire à son entretien ou à celui de sa famille. Or, elle n'a pas rapporté cette preuve. Elle n'a formulé aucune allégation sur ce point devant le Tribunal et n'a produit aucune pièce permettant de déterminer quelles étaient ses charges et revenus déterminants pour la période en cause. Il ressort à cet égard du dossier que l'intimée avait à l'époque quitté la Suisse avec l'enfant sans laisser d'adresse et vivait aux

Etats-Unis avec son nouveau compagnon. En l'absence de tout élément de preuve en sens contraire, l'on peut en déduire que le compagnon en question pourvoyait à l'entretien de l'intimée et à celui de D\_\_\_\_\_. Enfin, c'est également à juste titre que le recourant fait valoir qu'en tout état de cause, la demande de mainlevée doit être rejetée en application de l'art. 2 al. 2 CC. L'intimée abuse en effet de son droit en s'opposant à la compensation. L'exception prévue par l'art. 125 ch. 2 CO repose sur la considération de politique sociale que le créancier économiquement faible doit recevoir effectivement les prestations qui lui sont nécessaires. Cette considération ne s'applique cependant pas en l'espèce, car l'intimée, qui avait des moyens financiers suffisants pour enlever aux Etats-Unis le fils des parties et pour y vivre plusieurs années avec celui-ci et son compagnon, ne saurait être qualifiée d'économiquement faible. Le refus de la compensation aboutirait in casu à un résultat choquant, en ce sens que le recourant serait tenu par ce biais de financer l'entretien de l'intimée pour une période au cours de laquelle elle commettait, à son détriment et à celui de D\_\_\_\_\_, les infractions pénales d'enlèvement de mineur, de violation du devoir d'assistance et d'éducation et de violation d'une obligation d'entretien. Au regard de ce qui précède, c'est à tort que le Tribunal a partiellement fait droit à la requête de mainlevée de l'opposition déposée par l'intimée. Il n'est ainsi pas nécessaire de déterminer si l'intimée a ou non perdu la légitimation active pour poursuivre le recouvrement des contributions dues pour la période pour laquelle celles-ci ont été séquestrées au profit de sa bailleresse. Le jugement querellé sera par conséquent annulé et l'intimée déboutée de toutes ses conclusions.

- 9/11 -

C/19592/2017 La poursuite ne saurait par contre être annulée comme le demande le recourant. Une telle conclusion n'est en effet pas recevable dans le cadre d'une procédure de mainlevée de l'opposition, laquelle ne peut aboutir qu'au prononcé ou au refus de ladite mainlevée.

### **E. 3**

L'intimée qui succombe sera condamnée aux frais des deux instances (art. 106 al. 1 CPC).

Les frais judiciaires du Tribunal seront arrêtés à 500 fr. et ceux de la Cour à 750 fr. (art. 48 et 61 OELP) y compris la décision de la Cour sur la suspension du caractère exécutoire, et compensés avec les avances versées par les parties, acquises à l'Etat de Genève (art. 111 al. 1 CPC).

L'intimée sera ainsi condamnée à verser au recourant 750 fr. à titre de frais judiciaires.

Les dépens dus au recourant, débours et TVA compris, seront fixés à 2'500 fr. pour la première instance et à 2'000 fr. pour la seconde, soit 4'500 fr. au total (art. 85, 88, 89 et 90 RTFMC). \* \* \* \* \*

- 10/11 -

C/19592/2017 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours interjeté par A\_\_\_\_\_ contre le jugement JTPI/10423/2018 rendu le 28 juin 2018 par le Tribunal de première instance dans la cause C/19592/2017- 20 SML. Au fond : Annule ce jugement et, statuant à nouveau : Déboute B\_\_\_\_\_ de ses conclusions en mainlevée définitive de l'opposition formée par A\_\_\_\_\_ au commandement de payer poursuite n° 1\_\_\_\_\_. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête à 1'250 fr. les frais judiciaires de première et seconde instance et les compense avec les

avances versées, acquises à l'Etat de Genève. Condamne B\_\_\_\_\_ à verser 750 fr. à A\_\_\_\_\_ au titre des frais judiciaires de première et seconde instance. Condamne B\_\_\_\_\_ à verser 4'500 fr. à A\_\_\_\_\_ au titre des dépens de première et seconde instance. Siégeant : Madame Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ, présidente; Monsieur Laurent RIEBEN, Madame Eleanor McGREGOR, juges; Madame Mélanie DE RESENDE PEREIRA, greffière.

La présidente : Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ

La greffière : Mélanie DE RESENDE PEREIRA

- 11/11 -

C/19592/2017 Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.